Stratégie de l'Union pour l'Asie centrale

2023/2106(INI) - 06/12/2023 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative de Karsten LUCKE (S&D, DE) sur la stratégie de l'UE pour l'Asie centrale.

Depuis l'adoption de la stratégie de l'UE pour l'Asie centrale en 2019, la région a été affectée par des facteurs externes importants, tels que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, la prise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans et la politique étrangère de plus en plus affirmée de la Chine.

Engagement de l'UE en Asie centrale

Les députés ont souligné que l'UE et l'Asie centrale sont confrontées à de profonds changements et défis géopolitiques mondiaux et régionaux, ce qui les incite fortement à œuvrer en faveur d'une coopération à long terme, structurée et mutuellement bénéfique dans des domaines d'intérêt commun. Ils ont vivement encouragé l'UE à **intensifier son engagement** envers l'Asie centrale, compte tenu de l'importance géostratégique de la région, et à promouvoir un partenariat stratégique avec ces pays en développant la coopération au niveau politique et économique.

Le rapport encourage l'UE à continuer à **promouvoir les réformes politiques et économiques** qui renforcent l'État de droit, la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme. Les députés ont noté que le Parlement est prêt à promouvoir la coopération parlementaire avec l'Asie centrale. Ils ont également estimé qu'une révision de la stratégie UE-Asie centrale est nécessaire afin de **l'actualiser** à la lumière des événements géopolitiques qui ont eu lieu ces dernières années.

Coopération régionale

Le rapport souligne le grand potentiel d'une coopération mutuellement bénéfique en matière de développement durable, de connectivité, d'énergie, de matières premières essentielles et de sécurité, l'Asie centrale étant une région clé pour la connectivité entre l'Est et l'Ouest. La Commission est invitée à étudier la possibilité d'un soutien de la Banque européenne d'investissement aux investissements dans le développement des infrastructures dans les États d'Asie centrale, en particulier dans le corridor médian.

Les députés s'inquiètent de la création d'une dépendance à l'égard de la Russie à la suite de la signature de l'accord sur le gaz naturel entre Gazprom et l'Ouzbékistan via le Kazakhstan.

Constatant la pression croissante sur les ressources en eau en Asie centrale, le rapport souligne la nécessité d'une coopération régionale plus étroite en la matière entre les pays en amont et en aval afin de prévenir les conflits sur la répartition et l'utilisation des ressources en eau.

Le rapport souligne l'importance de la délimitation et de la démarcation des zones frontalières contestées entre le Tadjikistan et le Kirghizistan afin d'éviter de nouveaux affrontements militaires entre les deux pays et salue les mesures prises par les deux parties à cet égard.

Démocratie et droits de l'homme

Les députés ont insisté sur l'importance du respect des droits de l'homme et des obligations internationales dans les relations de l'UE avec l'Asie centrale. Ils ont exhorté les États d'Asie centrale à respecter leurs

obligations en matière de démocratie et de droits de l'homme. Ils sont également préoccupés par l'absence d'obligation de rendre compte des graves violations des droits de l'homme commises à grande échelle, y compris le recours à des mesures sévères par les autorités pour mettre fin aux manifestations de masse.

En outre, le rapport souligne la nécessité de renforcer la résistance de l'Asie centrale à la désinformation en promouvant des médias indépendants et des contenus dans les langues locales, en améliorant l'éducation aux médias et en organisant des cours ciblés pour les journalistes locaux. Il souligne la nécessité de renforcer l'indépendance et le pluralisme des médias ainsi que la liberté d'expression en Asie centrale, conformément aux normes démocratiques les plus élevées.